Une OLP parallèle

le 12/11/2007 1:13:42 (729 lectures)

Article de **Khaled Amayreh** paru dans Al-Ahram Weekly le **2 novembre 2007**.

L'Autorité Palestinienne de Ramallah a fait des efforts effrénés pour bloquer la « conférence nationale » que l'opposition, menée par le Hamas, envisage de tenir à Damas pour souligner son rejet de la conférence, parrainée par les Etats-Unis, qui doit se tenir à Annapolis, Maryland, en novembre ou début décembre. La conférence de Damas devait se réunir le 7 novembre mais elle serait reportée pour coïncider avec la Conférence d'Annapolis.

Le Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas a demandé à la Syrie d'annuler cette réunion de deux jours, arguant qu'elle exacerberait les divisions palestiniennes internes et affaiblirait sérieusement la position palestinienne à Annapolis.

Au début de la semaine, il a envoyé trois émissaires dans la capitale syrienne pour essayer de convaincre le Président syrien Bashar Al-Assad d'interdire la rencontre. Les responsables syriens ont clairement dit que la Syrie ne participerait pas à la Conférence d'Annapolis à moins que l'occupation israélienne des Hauteurs du Golan soit à l'ordre du jour.

Avec le Hamas, plusieurs factions palestiniennes envisagent de participer à la Conférence de Damas, dont le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), la faction de l'OLP la plus importante après le Fatah.

La participation du FPLP est significative en cela qu'elle est le signe de la fin de l'ancienne unité de l'OLP contre le Hamas, qui a prévalu depuis sa prise de contrôle de la Bande de Gaza à la mi-juin dernier.

Abbas ne peut plus continuer à prétendre qu'il jouit du soutien total des factions de l'OLP dans sa confrontation prolongé avec le Hamas.

Il y aura également, parmi les participants, le FPLP-Commandement Général basé à Damas, dirigé par Ahmed Jibril, ainsi que le Jihad Islamique, dirigé par Ramadan Abdullah Shallah. Farouk Al-Qaddumi et Hani Al-Hassan, deux membres éminents du Fatah, ont indiqué qu'ils participeraient à la Conférence de Damas pour protester contre ce qu'ils appellent « *la ligne d'Abbas* » et « *sa soumission à l'Amérique et à Israël* « .

En plus des factions organisées, pas moins de 700 intellectuels palestiniens et arabes pourraient se retrouver à Damas, crédibilisant encore davantage la réunion comme vecteur de l'expression des préoccupations nationales.

Selon les organisateurs, la conférence cherchera à réexaminer les constantes nationales palestiniennes et à réaffirmer l'opposition à « *la tentative de liquidation de la cause palestinienne* « , en particulier le droit au retour des cinq millions de réfugiés palestiniens.

« *La conférence mettra des dirigeants palestiniens et arabes, des intellectuels et des hommes politiques, face à leur responsabilité historique et nationale de refuser une couverture politique aux projets USraéliens d'en terminer avec la cause palestinienne à Annapolis* « , dit Mohammed Nazzal, membre du bureau politique du Hamas.

Elle a aussi pour but de mettre au premier plan l'unité nationale comme pierre d'angle de la lutte de libération, et c'est la raison pour laquelle le Fatah clame que la conférence approfondira les divisions et qu'elle devrait être annulée parce que « hypocrite » et « peu sincère ».

« *Abbas et ses hommes craignent que la conférence de Damas n'offre une alternative à l'OLP, ce qui explique leurs ardeurs à faire avorter la réunion* . »

Les organisateurs disent que les pressions américaines sur Abbas pour qu'il accepte un compromis sur des questions comme le statut de Jérusalem et le droit au retour ont fait de l'organisation de la conférence de Damas « *une urgence nationale* « .

La direction de l'OLP à Ramallah ne représente plus le peuple palestinien pour deux raisons :

• d'abord, elle est prisonnière de l'occupation israélienne et a perdu tout semblant d'indépendance et de liberté, si elle en a jamais eu,

• et ensuite, la direction de l'OLP « *n'est pas élue, antidémocratique et anachronique, dont la prétendue légitimité se base sur des organes obsolètes et la plupart du temps nommés* « , a déclaré Hassan Khreisha, membre du Conseil Législatif Palestinien, à *Al-Ahram Weekly* .

Khreisha a révélé le projet de faire suivre la conférence de Damas de deux réunions, une à Gaza et l'autre en Cisjordanie, pour souligner davantage ce qu'il décrit comme « cette parodie », c'est-à-dire les efforts des USA pour conclure un marché entre Israël et Abbas où le droit au retour des réfugiés palestiniens – parmi d'autres points – serait abandonné.

Le 28 octobre, le *Jerusalem Post* a cité Sari Nusseibeh, un protégé d'Abbas, comme disant que « *nous échangerons le droit au retour avec le retrait israélien aux frontières de 1967* . »

La conférence de Damas, disent des sources proches des organisateurs, pourrait bien opter pour le choix d' »*organes nationaux alternatifs et parallèles* « , s'il devenait clair que l'actuelle OLP de Ramallah, soutenue par les Américains, pense continuer à mépriser « *le consensus national palestinien* « .

Les institutions parallèles pourraient inclure un nouveau Conseil National et un nouveau Comité Exécutif, offrant une alternative à l'actuel Comité Exécutif dirigé par Abbas à Ramallah.

Le quotidien israélien Yediot Aharonot cite une « *personnalité palestinienne éminente* « , qu'il ne nomme pas, qui a dit qu'il est maintenant vital que le nouveau président de l'OLP soit choisi. Abbas, commente-t-il, n'a jamais été élu après la mort de Yasser Arafat il y a trois ans, et la conférence pourrait donc choisir quelqu'un d'indépendant pour agir comme président parallèle de l'OLP.

Défendant sa direction devant les critiques croissantes, Abbas continue de prétendre que l'OLP a le droit de négocier avec Israël. Il nie avoir le projet de faire des concessions de grande portée à Israël à Annapolis, et que tout accord de paix qu'il atteindrait avec Israël devrait être ratifié par une majorité de Palestiniens.

« *Tout agrément ne sera effectif qu'après avoir été ratifié, soit par référendum, grâce auquel chacun, y compris le Hamas, pourra exprimer son opinion, ou soit par l'approbation du Conseil National Palestinien, qui représente le peuple palestinien* « , dit Abbas.

Kreisha, cependant, précise que dans sa forme actuelle, le Conseil National Palestinien est loin de représenter le peuple palestinien et qu'il « *n'est pas qualifié* » pour décider des questions déterminantes pour son avenir. « *C'est un conseil sénile qui a été nommé, pas élu, par Yasser Arafat. Il est amorphe et nous ne savons même pas exactement combien de membres il comporte. Le CNP n'est rien d'autre qu'une plaisanterie* . »

Khaled Amayreh

Traduction : MR pour ISM